

Le potentiel de l'écosocialisme municipal

Jonathan Durand Folco

Number 777, March–April 2015

Halte au capitalisme vert

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/73703ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Durand Folco, J. (2015). Le potentiel de l'écosocialisme municipal. *Relations*, (777), 24–25.

Le potentiel de l'écocosocialisme municipal

L'écocosocialisme municipal offre une piste stratégique intéressante pour sortir du capitalisme à l'origine de la crise écologique. Déjà, des initiatives en ce sens affluent dans certains pays d'Europe.

JONATHAN DURAND FOLCO

Si la crise écologique est constamment identifiée aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la surexploitation des ressources naturelles, ces phénomènes sont trop souvent expliqués par des facteurs apparemment inévitables comme l'augmentation de la population humaine, la modernisation ou le développement technique, donnant ainsi un air d'inéluctabilité au modèle dominant. Il suffirait alors de réformer l'économie capitaliste pour qu'elle puisse inclure des facteurs extra-économiques comme la société et l'environnement, comme le proposent les tenants d'un capitalisme «vert» et du «développement durable». Si cette approche tente de pallier les effets immédiats de la crise écologique, elle n'en remet pas en question la cause ultime : l'extension illimitée de la rationalité économique à l'ensemble de la vie humaine et naturelle, contre laquelle doit s'organiser un nouveau projet politique ancré dans le territoire et alliant luttes sociales et écologiques.

Dans la première phase de développement du capitalisme, aux XIX^e et XX^e siècles, la contradiction entre les rapports de production (Capital) et les forces productives (Travail), largement analysée par Marx, a surtout donné lieu à des luttes au sein de la sphère du travail, mettant le mouvement ouvrier au cœur des luttes pour l'émancipation. Une deuxième contradiction, opposant le mode de production (Capital) et les conditions de production (Nature) a cependant provoqué, au cours du XX^e siècle, un déplacement du foyer des luttes vers les milieux de vie, le paradigme de la lutte des classes faisant place à celui de la dépossession et du pillage des biens communs naturels et immatériels.

Il ne s'agit pas ici de nier la persistance de l'exploitation, dont la réalité brutale se manifeste encore de nos jours; la deuxième contradiction n'annule pas la première, mais la renforce en amenant un changement qualitatif à la crise structurelle du capitalisme. La lutte des classes doit aujourd'hui être articulée à de nouvelles sphères sur lesquelles le capitalisme financiarisé et globalisé ne cesse d'empiéter: spéculation immobilière en milieu urbain et rural, privatisation des services publics, brevetage du vivant et biopiraterie, marchandisation de la nature par de nouveaux

produits financiers (dérivés climatiques, obligations catastrophes, marché du carbone), etc.¹

UNE PISTE STRATÉGIQUE

Comme la deuxième contradiction du capitalisme se manifeste directement sur les milieux de vie en menaçant les conditions d'existence des populations, la municipalité, palier local de gouvernement, apparaît comme un terrain privilégié pour les nouveaux mouvements citoyens, populaires, socialistes et écologistes souhaitant mettre en pratique des alternatives économiques, sociales et politiques. D'autant qu'il est tout à fait stratégique de proposer un projet politique ancré sur ce terrain de luttes. Le socialisme productiviste et autoritaire du XX^e siècle, qui remplaça la propriété privée et le marché par la propriété étatique et la planification centralisée, a systématiquement négligé l'importance des communautés locales, du territoire et de l'autogestion qui auraient pu permettre la relocalisation des décisions politiques et la démocratisation des activités économiques. Si le socialisme du XXI^e siècle doit nécessairement être écologique et démocratique, il ne saurait fonctionner et réaliser ses objectifs émancipateurs sans une importante décentralisation des pouvoirs, une planification démocratique ancrée dans les communautés de travail et de vie, et des mécanismes de coordination permettant de relier différentes municipalités et réseaux de production à plus large échelle.

Ainsi, le municipalisme libertaire de Murray Bookchin, le socialisme municipal de Paul Brousse, le «projet local» de l'école territorialiste, les initiatives des villes en transition, le mouvement pour la décroissance conviviale, les fiducies foncières communautaires en milieu rural et urbain, ou encore les expérimentations politiques dans les villes catalanes, nous montrent la voie. Il s'agit d'autant d'exemples de traditions oubliées, de trésors cachés, d'expériences furtives mais agissantes qui ouvrent la société actuelle à de nouveaux horizons d'émancipation, laissant entrevoir qu'une sortie du capitalisme est déjà en marche dans différents coins du globe.

Un exemple récent est celui du Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes qui a pris le pouvoir dans la ville de Grenoble lors des dernières élections municipales en France, en mai 2014. Sa plateforme très créative est inspirante: co-construction des projets avec les habitants, budget participatif, gestion coopérative décentralisée, diminution des indemnités des élus et non-cumul des mandats, gratuité des transports collectifs pour les jeunes et les personnes âgées, rénovation énergétique, renforcement des services publics de proximité, objectif de 100% d'aliments bio et locaux dans la restauration collective

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes institutionnelles susceptibles de préserver nos espaces de vie.

L'auteur est doctorant en philosophie politique à l'Université Laval



municipale, apaisement de la circulation et verdissement, financement massif des logements sociaux et des coopératives d'habitation, soutien aux commerces de proximité et à l'économie sociale et solidaire, expérimentation d'une monnaie locale, etc.²

Cette alliance rouge-verte et citoyenne au niveau municipal pourrait montrer la voie d'une transformation des institutions politiques et économiques à une échelle plus large. Il ne s'agit pas ici d'affirmer que l'action locale suffira à elle seule à amener les changements nécessaires pour construire une société libre, égalitaire, démocratique et écologique. Elle rend toutefois possible l'expérimentation d'alternatives qui pourraient constituer les piliers d'une société postcapitaliste. La lutte contre le système économique responsable de la crise écologique ne pourra se faire éternellement par une opposition entre les mouvements sociaux et un État asservi aux intérêts des élites économiques; il faut accélérer les changements en cours, multiplier les interstices et les initiatives citoyennes, appliquer des réformes transformatrices à l'échelle locale et espérer une éventuelle rupture démocratique lorsque la société sera mûre pour un changement institutionnel de grande ampleur.

Cette perspective stratégique s'inscrit dans le sillage du «possibilisme», courant politique développé par Paul Brousse (1844-1912), militant anarchiste puis adepte d'un socialisme réformiste s'opposant au marxisme révolutionnaire de Jules Guesde. Cette stratégie consiste à «abandonner le tout à la fois qui généralement aboutit au rien du tout, fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, immédiatiser en quelque sorte quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin possibles». Selon Brousse, la question communale est «plus de la moitié de la question sociale» (*Le Prolétaire*, 19 novembre 1881), et c'est pourquoi il opte pour une décentralisation importante qui permettrait de transformer les services publics étatisés et bureaucratisés en biens communs de proximité contrôlés démocratiquement par les citoyens et articulés à une foule

d'activités et d'innovations sociales constituant des «institutions-modèles» d'une nouvelle société.

Un autre avantage du municipalisme réside dans sa capacité à répondre de manière créative à la crise de la démocratie représentative. Dans un contexte de corruption, de perte de confiance, de cynisme et de désintéressement des citoyens vis-à-vis de la chose publique, il semble téméraire pour la gauche de persister à vouloir conquérir le pouvoir d'État via un parti traditionnel sans mener d'abord une «guerre de position» au sein de la société civile. Pour reprendre la perspective de Gramsci, il s'agit de mener une «lutte idéologique» par l'élaboration d'un discours contre-hégémonique qui permettra de réaliser une «réforme intellectuelle et morale» capable de former une volonté collective. Loin de représenter un travail strictement culturel ou symbolique, cette «nouvelle culture» doit prendre racine dans une pratique démocratique vivante qui pourrait voir le jour à travers l'action citoyenne municipale.

Des formations politiques nouveau genre comme Podemos, en Espagne, ou Candidatura d'Unitat Popular et Guanyem Barcelona, en Catalogne, visent précisément à «récupérer» les institutions publiques pour les remettre entre les mains des citoyens. Il s'agit de lutter contre la corruption en «dé-professionnalisant» la politique, notamment par l'engagement des candidats à respecter un code d'éthique strict : «les élus municipaux devront être transparents sur l'intégralité de leurs revenus et rendre publics leurs agendas professionnels. Ils ne pourront pas travailler, dans les cinq ans suivant la fin de leur mandat, pour des secteurs du privé avec lesquels ils ont été en contact. La charte prévoit aussi de limiter la durée dans le temps du travail d'un élu (mais la période maximale de huit ans, fixée par certains, ne fait pas consensus) et veut aussi plafonner les salaires des élus³». Référendums, droit d'initiative populaire, révocabilité des élus, jurys citoyens, conseils de quartier avec pouvoir décisionnel, une foule de changements et de mécanismes de démocratie directe pourraient être expérimentés à l'échelle municipale avant d'être généralisés à l'ensemble du corps politique.

Somme toute, l'écocialisme municipal, en tant que démocratisation radicale de la sphère économique et politique à l'échelle locale, pourrait représenter un premier pas important vers le dépassement de la catastrophe écologique capitaliste. Il s'agit d'inventer de nouvelles formes institutionnelles susceptibles de préserver nos espaces de vie contre les empiètements de l'abstraction marchande et de la rationalité technocratique, afin de construire un monde commun dans une perspective de justice sociale et environnementale. ●

1. Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, La Découverte, Paris, 2014.

2. Voir <unevillepourtous.fr>.

3. Ludovic Lamant, «Espagne : l'alternative citoyenne Guanyem veut "dynamiter le système catalan" », *Mediapart*, 5 novembre 2014.

Adeline Lamarre,
Mortes pluies, 2007,
acrylique sur toile,
76 x 101,5 cm